



Vendredi 1^{er} Juillet 2022

Autour de Frédéric LEJEAL

Journaliste

Auteur de l'ouvrage : Le déclin Franco-Africain ; l'impossible rupture avec le pacte colonial.

Club Nouveaux Repères

La relation France-Afrique : jusqu'où peut-on aller ?



Le délitement français en Afrique est progressif depuis une trentaine d'années. La France s'est désintéressée de l'Afrique à la fin de la Guerre Froide au profit de la construction européenne et, aujourd'hui, les jeunes générations africaines expriment leur défiance. Cette jeunesse revendicative permet aux puissances étrangères de s'implanter : les mouvements russes ou chinois ne sont donc pas la cause mais bien la conséquence du délitement des relations franco-africaines.

La France a perdu des leviers diplomatiques et économiques irrécupérables aujourd'hui. Les acteurs économiques se désengagent, les banques quittent le continent malgré son énorme potentiel de croissance... L'ex-puissance coloniale analyse le continent systématiquement à travers les prismes migratoire et sécuritaire ; en conséquence, la jeunesse comme les élites du continent se sentent visés et prennent leurs distances vis-à-vis de l'hexagone.

➤ **Quelles sont les causes les plus profondes du déclin des relations franco-africaines ?**

Premièrement, le dispositif militaire de la France joue en sa défaveur. Ses bases ne sont plus utiles stratégiquement et, symboliquement, la présence militaire d'une ex-puissance coloniale est mauvaise en termes d'image.

Deuxièmement, la France entretient des accords de coopération militaire avec des pays infréquentables. Ceci précipite son déclin : la jeunesse africaine aux fortes vellétés d'émancipation sait que les forces oppressives sont financées par la France (comme au Tchad par exemple). Il est dès lors impossible d'établir une relation de confiance avec les populations.

Troisièmement, la France doit se réorganiser au niveau institutionnel. Les organisations en charge du développement de l'Afrique sont nombreuses et éclatées. Leur gestion est donc difficile et il est impossible de les coordonner suivant une vision d'ensemble. Ce manque de pilotage politique clair nuit à la France : les intentions du pays sur le continent sont floues, et il est impossible de s'accorder clairement sur une ligne de conduite qui satisfasse à échelle locale.

Pour les élites françaises, l'Afrique revêt une importance géopolitique majeure : c'est le continent qui dessine son influence internationale. Pour autant, s'y investir implique de devoir gérer les crises qui s'y multiplient. Il existe donc une dichotomie entre la conscience de l'importance du continent et la méfiance dans les événements qui s'y déroulent : le cas de l'opération Barkhane est emblématique.

Or, l'Afrique intéresse de moins en moins le corps diplomatique. Les diplomates y impriment une vision de plus en plus fondée sur un certain nombre de clichés et, de ce fait, sont décalés par rapport à la réalité. Force est de constater que la France n'a pas su s'adapter à l'évolution de l'Afrique, dont la jeunesse plus mondialisée porte des revendications nouvelles.

Ceci se vérifie en pratique, par un certain nombre d'« erreurs grossières », à l'image du sommet de l'Afrique à Montpellier : organisé en France, il adresse les mêmes thèmes qu'en 2017, et l'ambition d'accueillir tout un continent peut aussi être interprétée comme de la prétention.

Cette politique est accompagnée d'une vision apocalyptique de la population africaine, dont la croissance serait immaîtrisable. Cela se traduit par les mauvaises prises de décision. La jeunesse africaine est le point focal de la politique française depuis longtemps mais les réponses apportées sont mauvaises, en témoigne notamment la hausse des prix pour les étudiants africains en France.

➤ **Ce déclin est-il irréversible ? Comment inverser la tendance ?**

Le déclin est réversible, à trois conditions :

La première est un changement de discours. La France adopte une posture très moralisatrice, qui braque les chefs d'Etat africains. Il est dès lors nécessaire de se mettre en retrait en adoptant une posture plus neutre sur les questions d'ingérence et arrêter de soutenir des régimes à la légitimité discutable comme au Togo ou au Tchad. La dichotomie française, porte-étendard de la démocratie qui soutient les vainqueurs d'élections contestées, est de plus en plus évidente.

La seconde est un engagement plus fort dans les démarches déjà entreprises. L'aspect mémoriel, notamment, compte énormément. Alors que la remise en question française reste timide, les autres pays européens gagnent à reconnaître leurs exactions passées. L'Allemagne a ainsi reconnu le génocide des Héréros en Namibie, et la Belgique a restitué 40 000 pièces à l'Angola.

La France n'affiche à l'inverse aucune volonté de faire table rase de son passé ; elle ne répond pas aux sollicitations des peuples africains pour qui la réappropriation de leur Histoire est essentielle.

La troisième passe par la recherche de moyens pour densifier la présence économique française sur le continent. Celle-ci est dominée par les grands groupes et l'activité économique pérenne y est impossible pour les PME. Il est dès lors nécessaire de permettre aux plus petites structures de fructifier sur le continent afin d'épaissir le tissu économique français sur place, à l'instar de l'Allemagne par exemple.

➤ **Y a-t-il une différence de perception en Afrique entre la France et d'autres puissances coloniales ?**

Les anciennes puissances coloniales se sont retirées extrêmement rapidement. La France adopte au contraire une position assimilationniste ; le manque de guerres sur ses territoires a permis de développer un néocolonialisme rampant qui exaspère aujourd'hui les populations africaines aujourd'hui. Or l'implication militaire sur place prouve une volonté de conserver influence d'ingérence sur le continent. La France doit remettre cette stratégie en question, ce qui implique une rupture avec son passé. Il faut reconsidérer la question de façon plus pragmatique : qu'y a-t-il réellement à gagner à être le « gendarme » du continent africain ?

➤ **Retrait, réévaluation : comment se replacer stratégiquement sur le continent?**

La présence militaire est à la fois la vitrine de l'influence française et le paravent de son déclin. Les concurrents de l'hexagone organisent, eux, des forums économiques, et les opérations extérieures françaises souffrent de cette comparaison.

La France doit donc laisser les gouvernements africains trouver par eux-mêmes les moyens de gérer leurs crises, tout en les soutenant financièrement et logistiquement comme elle le fait en Ukraine. L'ingérence physique est, en revanche, contre-productive car les jeunes africains ne voient qu'une présence militaire étrangère sur leur territoire. Ceci décrédibilise leur gouvernement tout en créant une sensation d'hostilité vis-à-vis de la France, vue comme un envahisseur.

Ceci étant dit, Paris doit se retirer de la bonne façon. Il ne faut pas partir totalement mais seulement réévaluer les conditions de son mode opératoire en Afrique. La position militariste doit être abandonnée au profit d'une position de neutralité positive : favoriser les relations commerciales sans s'impliquer dans les situations politiques et diplomatiques, en respectant la souveraineté des Etats africains.

Le regard français sur la politique africaine est éminemment « exécutif » ; le Président de la République a par exemple engagé les armées au Tchad en 2019 sans consulter le Parlement. Ceci crée trop de verticalité et d'asymétrie dans les relations, reléguant le continent au rang de levier de l'exécutif français. Il faut donc démocratiser la politique africaine en France pour créer plus de coopération. L'assemblée doit être consultée et un pôle décisionnaire (Ex-ministère de la coopération), médiateur interministériel sur des décisions de politique africaine, doit être recrée.

De tels choix permettraient à Paris de réinstaurer une logique de coopération avec l'Afrique, seule manière de développer des relations d'avenir.

➤ **Comment le Commonwealth est-il perçu en Afrique?**

Le Commonwealth est perçu en Afrique comme une communauté qui offre des opportunités économiques. Or, les états cherchent à multiplier les partenariats pour assurer leur croissance, sans se lier exclusivement à un partenaire. Le Togo et le Gabon (dont le président Ali Bongo est très anglophile) ont ainsi récemment intégré l'organisation. Ce développement du Commonwealth s'effectue en parallèle du déclin de la France : Paris doit s'en inquiéter, même si le Gabon et le Togo restent des membres de l'OIF.

➤ **Ingérence ou complaisance : quelle position doit adopter la France ?**

La France doit adopter une position de neutralité positive. Elle ne doit pas tenter d'influencer la politique interne des Etats, sans pour autant légitimer des régimes infréquentables (La France soutient financièrement le Tchad et n'a pas condamné le coup d'état au Burkina Faso).

Par ailleurs, cette neutralité passe par la fin du bilatéralisme et l'alignement sur les positions de l'Union Européenne. Ceci éviterait par ailleurs à la France d'être trop exposée comme « cavalier seul » sur le continent.



LE CEPS REMERCIE LES PARTENAIRES DU CLUB

NOUVEAUX REPERES

